

*Luise Schorn-Schütte, Gottes Wort und
Menschenherrschaft. Politisch-theologische Sprachen im
Europa der Frühen Neuzeit*

Nicole Reinhardt



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8831>

DOI : [10.4000/ifha.8831](https://doi.org/10.4000/ifha.8831)

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Nicole Reinhardt, « Luise Schorn-Schütte, *Gottes Wort und Menschenherrschaft. Politisch-theologische Sprachen im Europa der Frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 02 novembre 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/8831> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.8831>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

©IFHA

Luise Schorn-Schütte, *Gottes Wort und Menschenherrschaft. Politisch-theologische Sprachen im Europa der Frühen Neuzeit*

Nicole Reinhardt

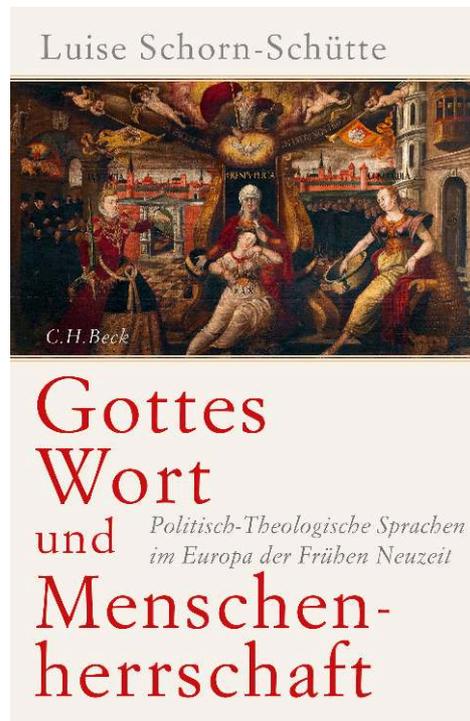
RÉFÉRENCE

Luise Schorn-Schütte, *Gottes Wort und Menschenherrschaft. Politisch-theologische Sprachen im Europa der Frühen Neuzeit*, München: C. H. Beck, 2015, 303 p., 29,95 €

Ce livre concis a un double objectif : il essaie de capter les effets de la réforme protestante sur le vocabulaire et les concepts du politique, et d'en finir avec le mythe persistant selon lequel le Luthéranisme prônait dès le départ un devoir d'obéissance absolu tandis que le Calvinisme faisait germer les idées contractuelles et l'esprit de résistance. Bien que le titre parle des langages politiques en Europe, la perspective effectivement appliquée est légèrement différente : le Saint Empire, compris ici comme espace de communication et de débat, constitue le point de départ – chronologique et géographique – de l'analyse. L'auteure soutient que la rupture idéologique de la réforme reconfigurait totalement les coordonnées du discours politique mettant en cause les conceptualisations établies des liens entre

le pouvoir temporel et spirituel. La première partie du livre examine donc les étapes et les tournants importants de l'établissement des nouveaux langages, tandis que la deuxième démontre comment, en partant du Saint Empire, des variations de cette reconfiguration se sont manifestées, en parallèle et en décalage, dans les autres espaces politiques européens (Angleterre, France, les Pays Bas du nord, l'archiduché d'Autriche, la Pologne).

Comme L. Schorn-Schütte l'explique dans son introduction, l'objectif est d'écrire une histoire intellectuelle inspiré par l'école de Cambridge pour un espace globalement négligé par celle-ci. En effet, la nouvelle histoire intellectuelle suivant Skinner, qui avait pour but d'élargir et d'historiciser le concept du politique, n'était pas immune à ses propres téléologies, et a eu tendance à ignorer des pans entiers de discours et de vocabulaires considérés comme « conservateurs » ou « dirigés vers l'arrière ». Toutefois, les langages politiques ainsi disqualifiés étaient parmi les plus importants dans l'espace du Saint Empire qui, pour cette même raison, a jusqu'à maintenant été tenu largement à l'écart de l'histoire des idées politiques de l'époque moderne. C'est ici que le changement de perspective de l'auteure est particulièrement intéressant, dans la mesure où il permet d'apprécier trois éléments constitutifs partagés à travers les horizons « confessionnels » : le droit de nature, la doctrine des trois ordres (*Drei-Stände-Lehre*), et la « *politica christiana* » dérivant d'une mobilisation du texte biblique pour le discours politique. L'auteure met l'accent chronologique sur la première moitié du XVI^e siècle, notamment sur l'émergence du groupe s'auto-identifiant comme « protestant », ainsi que sur les différents intervenants dans le débat, notamment juristes et théologiens. C'est dans cette première phase qu'elle constate que des acteurs luthériens développent des discours de « légitime défense » pour justifier leur désobéissance envers l'empereur. Un deuxième argumentaire repose sur des théories de la monarchie mixte, qui impose des limites « constitutionnelles » au pouvoir de l'empereur et qui identifie des porteurs de pouvoir politique dans les ordres/états. Si la terminologie de



la « résistance » est absente des discours des juristes dans l'espace du Saint Empire, celle de la « légitime défense » contre le pouvoir (soi-disant) tyrannique fait rage, et au départ les Luthériens y participent sans problème, comme l'auteure le montre à travers une grande variété de genres textuels et d'acteurs. Si au départ les positions des Luthériens et des réformés ne s'opposent pas forcément sur ce plan, l'auteure paraît concéder pourtant que cela change après 1555, les Luthériens insistant toujours davantage sur les devoirs de l'autorité temporelle qui doit veiller sur les églises territoriales, tout en réservant au clergé un rôle prophétique et d'admonition morale importants selon les principes de la politique chrétienne. Si les débats intra-protestants et leur réseaux de communication sont captés avec une grande finesse, la question de savoir si ces discours reposaient sur des idées précédant la réforme et comment ils interagissaient avec ceux restés fidèles à l'Église de Rome reste un peu vague. En effet, le « vocabulaire théologico-politique », émergeant, selon l'auteure, avec la réforme, a peut-être non seulement des racines plus anciennes, comme le conciliarisme (absent de l'index), mais il dépend probablement aussi beaucoup plus des évolutions de la pensée politique « catholique » contemporaine qu'elle ne le fait voir, par exemple du grand renouveau du droit naturel qu'on associe à « l'école de Salamanque ». Le fait que Charles V n'ait pas mobilisé des raisons religieuses pour mener la guerre contre les opposants protestants dans l'Empire n'est pas si surprenant (p. 65) si l'on envisage les horizons intellectuels des conseillers impériaux, c'est-à-dire le thomisme et le droit naturel auxquels ils étaient formés. Il paraît fort improbable que les argumentaires des « protestants » ne s'en soient pas inspirés en partie, même si ce n'était que pour mieux réfuter les ennemis politiques et religieux. Une autre question s'impose quant à la mobilisation de figures et de tropes bibliques pour le débat politico-juridique de la « *politica christiana* ». On peut se demander si ce n'est pas là le fruit d'une tradition intellectuelle fondée sur le droit canonique, mais aussi de l'humanisme biblique précédant la réforme qui survécut à celle-ci dans le monde catholique.

Ces remarques et ces questions n'enlèvent rien à l'importance de ce livre, qui est parmi les premiers à proposer une lecture contextualisée des horizons intellectuels de ceux qui participaient aux débats politiques dans l'ancien Saint Empire. L'auteure les relie en outre avec ceux de l'Europe au sens plus large, y compris des espaces souvent négligés, comme la Pologne, sur laquelle on trouve ici des pages fort intéressantes. L'ouvrage propose des éléments importants et fondamentaux pour une réflexion approfondie et interconnectée sur les langages politiques à l'époque moderne en dehors du paradigme d'une grande marche vers la « liberté » et la « modernité ».

INDEX

Index chronologique : Période moderne

Thèmes : Histoire religieuse

AUTEURS

NICOLE REINHARDT

Université de Durham (Royaume-Uni)